



# CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des Travailleurs-euses de l'éducation

Supplément au n°205, hebdo, lundi 13 mai 2019

**BLOQUONS  
BLANQUER**

## Directeurs = supérieurs ? Non merci !

Les sénateurs qui planchent sur la loi Blanquer auraient "amélioré" le texte et "entendu" notre mobilisation...

Quitte à passer pour des rabat-joie, il nous faut dire que le projet EPSF (fusion école collège) n'est pas mort ! Il bouge encore, rajeuni par une petite cure au sénat. Si la commission sénatoriale culture éducation a largement réécrit cet article de la loi "confiance" de JM Blanquer, c'est pour y glisser un amendement qui ferait des directeurs et des directrices d'écoles des supérieurs hiérarchiques et des évaluateurs des enseignant-e-s !

Comme dans le secondaire, avec un "vrai" chef d'établissement, les instits auraient un supérieur administratif à domicile en complément de leur IEN (supérieur "pédagogique"). Pour le reste des dispositions prévues par la création des EPSF, elles sont conservées "en cas d'accord" des maires, notamment pour permettre les concentrations de structures scolaires en milieu rural.

**Faire des directeurs et des directrices d'écoles des supérieurs hiérarchiques est une vieille obsession.**

Monory avait tenté de nous imposer des "maîtres directeurs" en janvier 87, la mobilisation des collègues avait directement stoppé ses velléités autoritaires. Sarkozy n'avait pas eu plus de succès avec les EPEP (établissement public d'enseignement primaire). Entre temps, l'idée d'un directeur sur lequel repose toutes les tâches administratives

s'est solidement installée et à rebours, la tradition d'une autogestion des écoles par le conseil des maîtres a reculé.

Aujourd'hui, à l'heure du contrôle généralisé (évaluations nationales) et du pilotage centralisé (directives pédagogiques) qui caractérisent "l'école de la confiance", la tentation d'installer un chef dans chaque école présente un grand intérêt pour le pouvoir politique. Il est tout à fait prévisible que la commission mixte paritaire qui écrira la version finale de la loi pour l'école de la confiance cet été adopte avec un certain enthousiasme cette proposition des sénateurs LR.

Pourtant, aucun syndicat de l'éducation ne réclame un rôle hiérarchique pour les directeurs et les directrices, même le "syndicat" le plus proche de Blanquer.

Les enseignant-e-s, directeurs et directrices y compris, savent qu'il n'y a que des bonnes raisons pour ne pas s'embarrasser d'un-e chef dans nos écoles. En voici quelques-unes :

- La confiance (la vraie) est nécessaire pour construire des fonctionnements cohérents dans des équipes de profs. Parler ouvertement de ses difficultés, trouver des solutions collectives et définir des consensus pour avancer est incompatible avec la présence d'un supérieur qui juge de nos actes et de nos attitudes en permanence.

- Les supérieurs hiérarchiques sont soumis à des objectifs institutionnels (lettres de missions) très éloignés des besoins concrets des écoles. Le pilotage par indicateurs chiffrés, l'obsession de l'évaluation et de la mesure détruisent déjà suffisamment notre efficacité professionnelle pour ne pas avoir à composer au quotidien avec une personne qui tente de nous y soumettre.

- Les enseignant-e-s gèrent des situations complexes et difficiles, illes ont besoin de sérénité et non de mise sous pression permanente.

- Le pouvoir ne sert que si on en abuse ! Il se trouvera toujours des collègues "sympas" et "humains" qui accepteront de prendre le rôle de "petit chef" en pensant exercer cette fonction tout en gardant la tête froide et les oreilles ouvertes aux remarques des enseignant-e-s "de base". Malheureusement, nous, anarcho-syndicalistes, avons pour habitude de constater qu'invariablement, les gens bien qui

pensent changer le système de "l'intérieur" se retrouvent eux mêmes changés par le système. On peut vite se faire rattraper par les comportements obséquieux, carriéristes, l'ambition personnelle et les petites stratégies manipulatrices du management.

Tous ces mécanismes se mettent en place au détriment des élèves qui nous sont confiés car ces logiques instrumentalisent le travail éducatif. La peur d'être mal jugé favorise le conformisme professionnel. Dans une école, l'éducation est le but des actions mises en place par les adultes, elle n'est pas un outil pour se faire valoir aux yeux de l'institution.

Et surtout, comme disait Bakounine à Lao Tseu :  
"La hiérarchie, c'est comme les étagères, plus c'est haut, moins ça sert".

La CNT éducation sur les ondes,  
c'est tous les 2<sup>e</sup> mardi du mois  
de 20h30 à 22h30  
et toutes les émissions  
à réécouter sur notre site



Sur un site rénové, retrouvez l'essentiel de  
l'actualité des luttes dans l'éducation :  
Préavis de grève et tracts

<http://www.cnt-f.org/fte/>